

**COMMUNAUTE DES PRATIQUES**  
« Gouvernance territoriale, sécurité et transition alimentaire »

**Programme CGLU**  
« Régions du Monde et transition alimentaire »

**Projet-Pilote**  
« 10 Régions, 1000 IARD »  
(IARD = Initiatives locales d'Alimentation responsable et durable)

Lors de l'Assemblée mondiale de la CGLU (Cités et gouvernements locaux et régionaux unis), qui s'est réunie à Bogota du 12 au 15 octobre 2016, le Forum des régions a insisté sur la nécessité d'une reconnaissance forte des territoires comme premier cadre d'un développement durable et inclusif. Cette reconnaissance passe par l'affirmation d'une gouvernance territoriale, institutionnalisée, affirmée, éclairée et capable de dialoguer avec des autorités nationales et internationales. Cette reconnaissance de l'importance des territoires passe par un **plaidoyer vigoureux** et par une présence renforcée dans les processus de négociation où se déterminent les régulations internationales.

Lors de l'atelier « Sécurité alimentaire et gouvernance territoriale de l'alimentation », organisé le 13 octobre 2016 à Bogota par le Forum des régions de la CGLU et les Régions françaises, les participants des régions représentées ont rappelé la place centrale qui devait être accordée au système alimentaire dans **le développement des territoires**. Pour ce faire, les gouvernements régionaux doivent contribuer à :

- d'une part, une re-territorialisation progressive des systèmes alimentaires sans méconnaître le caractère mondialisé de certains échanges, et donc en s'efforçant d'articuler les SAT (Systèmes alimentaires territorialisés) avec le SAM (Système alimentaire mondial).
- d'autre part, une amélioration des performances des processus de production des aliments, aussi bien des performances économiques, qui importent aux consommateurs, que des performances sociales, environnementales et culturelles sur lesquelles les autorités publiques, garantes de l'intérêt général, doivent porter toute leur attention.
- Enfin, une sensibilisation des consommateurs dès l'école maternelle à la qualité des aliments et des régimes alimentaires, mais aussi à l'importance des bonnes performances sociales, environnementales et culturelles de la production des aliments.

Remettre le système alimentaire au cœur d'un développement local, inclusif (performances sociales), durable (performances environnementales) et plurielle (performances culturelles), c'est promouvoir une véritable « **transition agricole et**

**alimentaire** », rendue nécessaire par les trop nombreuses externalités négatives du système alimentaire, aujourd'hui trop fortement mondialisé.

Les organisateurs de l'atelier, porteurs de cette volonté de promouvoir cette transition majeure du système alimentaire, ont demandé au secrétariat général de la CGLU de soutenir la création d'un Groupe de travail « **Gouvernance territoriale, sécurité et transition alimentaires** ».

Pour marquer leur volonté d'entrer rapidement dans des actions et des coopérations opérationnelles, deux des régions organisatrices – la Région Centre-Val-de-Loire (France), qui a porté politiquement cet atelier, la Région de Santa Fé (Argentine), qui préside le Forum des Régions de la CGLU – et Régions de France, ont proposé la création d'un Programme international « Régions du Monde et transition alimentaire » et se sont engagées à mettre sur pied et à animer un premier groupe et projet-pilote « **10 régions, 1000 IARD** » (IARD = Initiatives d'alimentation responsable et durable).

Pour les 10 régions pionnières, et demain pour toutes celles qui souhaiteront les rejoindre, il s'agit de repérer et de caractériser des initiatives locales déjà engagées dans un des chemins de la transition alimentaire, de constituer un échantillon à terme de 100 IARD et d'utiliser cet échantillon pour mettre en place des processus de transition à plus grande échelle, c'est-à-dire permettant de :

- valoriser et labéliser ces initiatives, qualifiées de IARD, et en faire des actrices majeures de l'émergence progressive de systèmes alimentaires territorialisés (SAT) ;
- créer des liens entre les acteurs des chaînes alimentaires ;
- informer et conscientiser les consommateurs ;
- aider les autorités publiques à concevoir des mesures (MESARD) d'appui au développement de l'alimentation responsable et durable et à mettre en œuvre des politiques publiques favorisant le développement des IARD et des SAT et, en définitive la transition agricole et alimentaire.

Dans le prolongement de ce travail mené au niveau de leurs territoires régionaux, les régions engagées dans ce projet-pilote pourront :

- inciter l'ensemble des régions de leurs pays respectifs et leurs fédérations ou coordinations nationales à soutenir des actions de communication à l'attention des consommateurs et des actions de plaidoyers en direction des autorités publiques, nationales et internationales ;
- contribuer dans le cadre d'un réseau international et/ou de la CGLU à des actions internationales de communication et de plaidoyers en direction des acteurs internationaux et des organisations internationales.

## **APPEL A CANDIDATURES**

### **Contexte :**

Les régions ont la conviction que les mauvaises performances – les économistes parlent d’externalités négatives – sociales, environnementales et culturelles d’un système alimentaire, aujourd’hui largement mondialisé, appellent des évolutions de ce système suffisamment importantes pour que l’on parle de « transition agricole et alimentaire ». Cette transition se caractérise par un nécessaire processus de re-territorialisation du système alimentaire et par une plus grande responsabilisation sociale et environnementale des acteurs de la production et de la consommation des aliments. De très nombreuses initiatives locales sont déjà engagées sur les chemins d’une telle transition. Elles se présentent comme des « initiatives locales d’alimentation responsable et durable » (IARD). Ces IARD sont à la fois responsables, du fait de leurs bonnes performances sociales, et durables, du fait de leurs bonnes performances environnementales, tout en contribuant au développement des territoires.

### **Comment agir en faveur de la transition alimentaire ?**

Les régions se proposent d’établir :

- Le repérage, l’identification, la caractérisation de 100 IARD sur leurs territoires. Ce repérage et l’analyse de ces IARD pourraient être réalisés en collaboration avec des universités par des étudiants de niveau Master accompagnés par leurs professeurs dans le cadre de partenariats avec des collectivités territoriales, des organisations de producteurs agricoles, des associations de consommateurs, des associations locales et des ONG ;
- Le repérage, l’analyse et la caractérisation des mesures de politiques publiques d’appui à l’alimentation responsable et durable (MESARD). Le repérage et l’analyse de ces MESARD, portées par des autorités publiques - collectivités territoriales et gouvernements - pourraient être eux aussi réalisés en lien avec des universités par des étudiants accompagnés par leurs professeurs.

Si de tels partenariats sont jugés appropriés par les régions intéressées par ce programme, des conventions pourront être signées avec des universités de leurs territoires respectifs. Chaque région impliquée pourra ainsi suivre les processus de repérage et d’analyse des IARD et des MESARD. Ces processus pourront s’appuyer sur des outils mis au point et déjà testés par l’association RESOLIS dans plusieurs régions et pays du monde, notamment en France, au Canada, au Costa Rica et en France suite à la « Déclaration de Québec » (Annexe 1). On pourra aussi consulter les documents présentant les trois exercices « 100 IARD » français, québécois et costaricain sur le site de Régions de France : <http://regions-france.org/commissions-thematiques/strategies-internationales/regions-francaises-promotion-initiatives-locales-dalimentation-responsable-durable/>

Régions de France ([vnicolas@regions-France.org](mailto:vnicolas@regions-France.org)) et RESOLIS pourront dialoguer et, si besoin, accompagner les régions engagées dans ce programme CGLU « Régions du Monde et transition alimentaire ».

En lien avec la CGLU, une première réunion de mise en commun des actions envisagées et, si possible, déjà lancées par les dix régions engagées dans le projet-pilote est prévue mi-2017 à l'invitation de la région Centre-Val de Loire. Nous aurons d'ici là eu l'occasion d'échanges nombreux qui permettront à chacune des régions partenaires de se déterminer et de lancer son propre programme dès les premiers mois de l'année 2017.

**La première étape est donc de répondre au questionnaire joint concernant le souhait ou non de votre région de participer au programme « Régions du Monde et transition alimentaire »**

**CONTACT :**

**Valérie Nicolas**, conseillère Stratégies Internationales - Régions de France  
282 boulevard St germain 75007 Paris  
[vnicolas@regions-France.org](mailto:vnicolas@regions-France.org)  
+33 145558104 / +33 787754224

**Antònia Sabartés**, Coordinatrice du Forum des Régions - CGLU  
[a.sabartes@uclg.org](mailto:a.sabartes@uclg.org)  
+34 93 481 58 23 / +34 606 107 433

## **QUESTIONNAIRE**

### **Programme CGLU**

**« Régions du Monde et transition alimentaire »**

#### **Réponse à l'appel à candidatures :**

**1 – Notre région souhaite participer au Groupe de Travail « Gouvernance territoriale, sécurité et transition alimentaire » de la GCLU :**

##### **Oui / Non**

- Nom de la Région :
- Pays :
- Correspondant (Nom, fonction et coordonnées) :
- Commentaires :
- Documents de présentation et de références :

**2 - Notre région souhaite participer au Programme « Régions du Monde et transition alimentaire »**

##### **Oui / Non**

**3 – Notre région souhaite participer au groupe et au projet-pilote « 10 régions, 1000 Initiatives d’Alimentation responsable et durable (IARD) »**

##### **Oui / Non**

**Calendrier :** Nous entrerons en contact dans les prochaines semaines avec le correspondant indiqué pour mieux connaître les éléments de contexte et les positionnements de votre région, ses intérêts et ses souhaits, les partenaires locaux susceptibles de participer aux différentes étapes du projet, mais aussi pour préciser les objectifs de projet-pilote et vous transmettre des méthodes et outils proposés, enfin pour progressivement commencer à co-construire notre programme.

## **ANNEXE :** **Déclaration de Québec (le 2 octobre 2015)**

**« Pour la Promotion des initiatives locales d'alimentation responsable et durable et l'émergence des systèmes alimentaires territorialisés » Québec, le 2 octobre 2015**

Réunis à Québec les 1<sup>er</sup> et 2 octobre 2015 à l'occasion du colloque « Les systèmes alimentaires territorialisés, source de diversité et outils d'intégration et de compétitivité », organisé par la chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaires de l'Université Laval et la chaire UNESCO en Alimentation du monde de Montpellier SupAgro, les participants ont reconnu l'importance de renforcer les systèmes alimentaires territorialisés (SAT) et de trouver un meilleur équilibre dans les systèmes alimentaires entre les composantes «mondialisée» et « territorialisée » de l'alimentation.

Cet objectif partagé est lié à la volonté de faire de l'alimentation un pivot du développement territorial entraînant le renforcement des filières agricoles et alimentaires locales, mais contribuant aussi à la préservation des ressources naturelles, à l'amélioration de l'environnement, à la création d'emplois dans les secteurs connexes (restauration, écotourisme, artisanat, services), à la promotion du patrimoine culturel, notamment gastronomique, et à la protection de la diversité agricole et alimentaire.

La réalisation de ces objectifs repose sur l'engagement des citoyens dans les pratiques alimentaires responsables et durables, l'appui des autorités publiques, notamment régionales, et des collectivités locales et l'élaboration des régulations nationales et internationales appropriées.

Le colloque a permis de faire le point sur trois projets parallèles menés au Costa Rica, en France et au Québec « 100 initiatives pour une alimentation responsable et durable » et de constater toute la richesse et la diversité des actions citoyennes qui ouvrent des voies originales de production, de transformation et de consommation alimentaires. Pour chacun des trois pays, ces échantillons, construits à partir d'enquêtes menées par des étudiants accompagnés par leurs professeurs, permettent d'évaluer les obstacles et les leviers d'une large mobilisation en faveur de ce nouveau modèle. Il s'agit d'en tirer des propositions concrètes à l'adresse des acteurs privés et des autorités publiques désireuses de réorienter leurs politiques et d'interroger le droit et les régulations internationales. Les partenaires de ces trois pays, au-delà de la poursuite de leurs projets nationaux, ont décidé d'œuvrer au niveau international pour un développement de « systèmes alimentaires à haute valeur sociale, environnementale, biologique et culturelle ».

Les partenaires des trois pays réunis à Québec ont décidé de se constituer en réseau et d'élaborer un programme international ARD-SAT (Alimentation responsable et durable et Systèmes alimentaires territorialisés), visant à faire l'inventaire et l'analyse des initiatives locales d'ARD et à produire des recommandations à l'adresse des différents acteurs locaux, régionaux, nationaux et internationaux.

Ils appellent tous les partenaires qui souhaiteraient lancer des projets « 100 initiatives d'alimentation responsable et durable » à les rejoindre, à participer au réseau et au programme ARD-SAT et à contribuer à la construction d'une réflexion cohérente et multidisciplinaire entourant la promotion et la protection des SAT et des initiatives qui les composent.